

Source : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2026/oct/12/ai-regulation-fridge-risk-humanity-public-debate-international-law>

Traduction IA

Quand l'IA est moins réglementée que votre réfrigérateur, il y a manifestement quelque chose qui ne va pas

Richard Hermer – 12 oct 2026

Soyons clairs : le risque pour l'humanité est sans précédent. Sans débat public urgent et sans recours résolu au droit international, nous perdrons le contrôle de notre avenir.*

Au cours de mes deux années en tant que procureur général, j'ai consacré davantage de temps à la sécurité nationale qu'à toute autre question. Les menaces qui pèsent sur notre pays sont multiples et graves : terrorisme, conflits armés, prolifération nucléaire, mais aussi conséquences de l'insécurité financière et de la crise climatique. Ce sont autant de défis majeurs, mais nos remarquables services de renseignement et de défense sont bien placés pour y faire face.

Le risque lié à l'intelligence artificielle (IA) est d'une tout autre ampleur, non seulement par son échelle, mais aussi parce que nous ne disposons que d'un temps limité pour y répondre. Il est difficile d'en surestimer la gravité : l'IA représente une menace existentielle pour l'humanité. Les signaux d'alarme sont au rouge et nous devons agir immédiatement, avant qu'il ne soit trop tard.

Bien que les menaces extraordinaires posées par l'IA aient été signalées depuis longtemps par ceux qui participent étroitement à sa création, ce n'est que très récemment que le sujet a commencé à prendre de l'importance dans le débat public, à la suite de la révélation du piratage de Hugging Face et de la démission de Jacob Coxon d'Anthropic.

Ce moment représente une occasion à saisir. Pour en tirer parti, nous avons un besoin urgent d'une coordination internationale renforcée afin de réglementer les systèmes d'IA de pointe. Il faut également permettre une véritable

participation du public aux discussions sur la manière de développer l'IA pour qu'elle profite à l'humanité, plutôt que de consolider le pouvoir d'une minorité.

Nous ne pouvons pas laisser cette responsabilité à la Chine, aux États-Unis et aux géants de la technologie : nous devons tous exiger d'avoir notre mot à dire dans ce débat.

L'IA présente des avantages potentiels considérables pour nous tous. Elle sera à l'origine d'avancées scientifiques et médicales stupéfiantes et offre l'espoir de donner davantage de moyens d'action à certaines des populations les plus démunies du monde.

Pourtant, les risques auxquels nous sommes désormais confrontés sont véritablement vertigineux. Je les répartirais en deux grandes catégories.

La première est celle du risque existentiel : très concrètement, la possibilité que l'IA tue des milliards de personnes, soit parce qu'elle permet à des individus malveillants de commettre des actes terribles — par exemple, concevoir et déployer des armes biologiques —, soit parce que l'IA elle-même en vient à déterminer qu'il est plus efficace de se débarrasser des êtres humains.

La deuxième catégorie relève d'un défi existentiel : si son développement n'est pas maîtrisé, l'IA pourrait priver des milliards d'entre nous de toute véritable capacité à décider de leur propre vie, avec des conséquences extrêmement profondes pour les économies, la sécurité nationale et le bonheur humain.

Comme l'a récemment écrit Bill Gates, l'ère de l'IA inaugurera « l'une des périodes les plus tumultueuses de l'histoire de l'humanité ». Il souligne qu'elle pourrait devenir soit le plus grand instrument d'égalisation des chances jamais inventé, soit la pire source d'injustice. Il a raison.

Dans sa trajectoire actuelle, l'IA risque de révolutionner simultanément la nature et l'accessibilité du travail productif, tout en concentrant un pouvoir inimaginable entre les mains de deux États — les États-Unis et la Chine —, mais aussi d'un petit nombre de personnes qui contrôlent les géants de la technologie.

Le fait est que nous ne connaissons réellement ni le degré exact du risque ni toute l'étendue des défis auxquels nous sommes confrontés. Une partie du problème tient au fait que l'IA évolue rapidement vers un niveau de complexité que les êtres humains ne comprennent tout simplement pas. Elle pourrait atteindre un stade où, même si nous parvenions à la comprendre, nous n'aurions plus les moyens de la contrôler.

Rappelons-nous que la crise financière de 2008 a été provoquée en partie par le fait qu'aucun être humain ne comprenait véritablement l'enchevêtrement des transactions financières qui conduisaient inexorablement à la catastrophe.

Ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui est toutefois d'une tout autre ampleur, tant en ce qui concerne la complexité des systèmes et la capacité humaine à les maîtriser que le niveau de dévastation qu'ils pourraient engendrer.

Les niveaux de risque considérables dont nous parlons devraient être totalement inacceptables pour chacun d'entre nous. À notre époque, il est impensable qu'un fabricant de grille-pain soit autorisé à commercialiser un produit présentant un risque de 10 % de vous électrocuter.

Il est donc évident qu'il faut ralentir le développement des systèmes d'IA les plus avancés tant que nous n'avons pas la certitude que les risques peuvent être maîtrisés.

L'IA doit faire l'objet d'une réglementation rigoureuse dès maintenant. La sécurité de votre réfrigérateur est soumise à davantage de règles que les activités des laboratoires développant les systèmes d'IA de pointe, lesquels pourraient menacer jusqu'à la survie de votre famille.

Il est absurde de prétendre que l'on peut laisser l'industrie se réglementer elle-même. Les entreprises spécialisées dans l'IA, tout comme les marchés financiers qui les soutiennent, sont incitées à développer de nouvelles versions de leurs systèmes aussi rapidement que possible. Cette course est alimentée par les rivalités géopolitiques entre la Chine et les États-Unis, qui cherchent à dominer le secteur.

La scène montrant le président Trump et Elon Musk sur la pelouse de la Maison-Blanche, brandissant un « code de conduite volontaire », n'avait guère de quoi nous rassurer.

C'est le droit international qui jouera un rôle déterminant.

Le Royaume-Uni a fait preuve d'un leadership remarquable — une dynamique amorcée par Rishi Sunak, reprise par Keir Starmer et désormais illustrée par la promotion de Kanishka Narayan au gouvernement par Andy Burnham —, mais l'ampleur du défi exige une coopération internationale pour que nos efforts puissent avoir un effet réel.

Tragiquement, cette période de danger survient précisément au moment où l'ordre international fondé sur des règles est soumis à des tensions sans précédent.

Nous devons intensifier notre coopération avec les États-Unis et la Chine, tout en développant parallèlement notre collaboration avec des coalitions d'États partageant les mêmes valeurs, ainsi qu'avec le secteur technologique, afin de faire face à ces menaces.

La démocratie exige que nous engagions d'urgence un débat public sur ce qui nous attend, afin de conserver la maîtrise de notre propre avenir plutôt que de laisser le secteur technologique le déterminer à notre place.

Rien de tout cela n'est inéluctable. Il est encore temps pour les gouvernements et les citoyens d'orienter le développement de l'IA et de veiller à ce qu'elle serve l'intérêt général.

Depuis la révolution industrielle, les mouvements politiques modernes ont été façonnés par les rapports entre les « moyens de production » et les intérêts de la population.

Nous avons besoin de nouvelles théories de gouvernance pour déterminer qui doit contrôler l'IA, comment elle doit être réglementée et, surtout, au service de qui elle doit être mise.

Nous devons engager d'urgence des discussions publiques sur les valeurs qui devraient guider les décisions.

Nous devons faire en sorte que les progrès technologiques profitent au plus grand nombre, plutôt que d'abandonner notre avenir à une minorité.

Si nous attendons encore trop longtemps, l'IA pourrait finir par nous priver elle-même de ce pouvoir.

À propos de l'auteur

Richard Hermer est membre à vie de la Chambre des lords pour le Parti travailliste. Il a été procureur général pour l'Angleterre et le pays de Galles, ainsi qu'avocat général pour l'Irlande du Nord.